

Opération Turquoise

Entre la France et le Rwanda, ce passé qui ne passe pas

Courrier international, 16 février 2021

Un nouveau document, révélé par le site Mediapart, est accablant pour la France : il indique qu'elle a sciemment laissé des génocidaires s'enfuir en 1994. Pour ce journal burkinabé, il est grand temps de faire toute la lumière sur le rôle de Paris, plus de vingt-cinq ans après le génocide des Tutsis.



Un détachement de l'opération turquoise à Butare, en juillet 1994. PHOTO / José Nicolas / Hans Lucas via AFP

[Article initialement publié dans *Aujourd'hui au Faso* - Ouagadougou]

L'ombre du génocide rwandais continue de planer sur les relations entre le Rwanda et la France. Vingt-six ans après cette abjection au Rwanda, le journal en ligne *Mediapart* affirme avoir eu accès à un télégramme diplomatique français, datant du 15 juillet 1994, demandant aux militaires français de ne pas interpellier les autorités génocidaires dans la zone humanitaire qu'ils contrôlaient. Le fil [un télégramme classé "confidentiel diplomatique"] a été obtenu par le chercheur François Graner [au sein d'archives de la présidence Mitterrand].

Tout commence par une demande de l'ambassadeur Yannick Gérard, alors représentant du Quai d'Orsay au Rwanda, en juillet 1994. Il souhaitait obtenir des instructions claires concernant l'attitude à tenir face à la présence de responsables génocidaires dans la "zone humanitaire sûre", contrôlée par les militaires français de l'opération Turquoise. Le diplomate estimait n'avoir "d'autre choix que de les arrêter ou de les mettre immédiatement en résidence surveillée".

Un télégramme signé de l'actuel patron de la DGSE

Mais selon le document révélé par *Mediapart*, le Quai d'Orsay, dirigé à l'époque par Alain Juppé, en aurait décidé autrement, préférant laisser partir les génocidaires. Dans la réponse adressée par télégramme le 15 juillet au seul ambassadeur, il lui serait en effet suggéré d'utiliser tous les canaux indirects pour transmettre à ces personnes le souhait de la France qu'elles quittent la zone humanitaire sûre. Ce câble diplomatique est signé de Bernard Emié, conseiller à l'époque d'Alain Juppé et aujourd'hui patron des services de renseignement extérieur français (DGSE).

L'apparition de cette affaire vient une fois installer le doute sur le rôle ambigu de la France à travers l'opération Turquoise, lors de ces événements douloureux qui restent en travers de la gorge à Kigali mais aussi à Paris et qu'on peine à détricoter en dépit des nombreuses commissions rogatoires entre les deux pays [le génocide au Rwanda a fait environ 1 million de morts en trois mois, en 1994]. Elle constitue à n'en point douter une réelle opportunité pour faire la lumière sur

cette affaire qui brouille les rapports franco-rwandais.

Solder le passé entre la France et le Rwanda

Opération Turquoise, opération schizo-phrène s'il en est. Que s'est-il passé ce 6 avril 1994, lorsque l'avion du président Juvénal Habyarimana a été abattu ? Que s'est-il passé sur la colline Bisesero ? [Du 27 au 30 juin 1994, plus de 1 000 Tutsis ont été tués dans cette région de l'ouest du Rwanda. Les militaires de l'opération Turquoise sont soupçonnés d'avoir laissé faire.]

Après les sagas judiciaires, les pseudo-armistices, le semblant de paix des braves entre Emmanuel Macron et Paul Kagame..., voilà encore qu'entre le Village Urugwiro (le bureau présidentiel rwandais) et l'Élysée, le téléphone va encore pleurer. Que faire pour tourner cette page sombre qui n'en finit pas de gâcher les rapports France-Rwanda ? En tout cas, voilà bien des archives qui ne contribueront pas à rasséréner ces relations. Le passé, décidément, ne passe pas !